

Monsieur Louis Lahoud

Directeur général du Ministère de l'agriculture de la République libanaise:

Monsieur le Président, Messieurs et Madame les responsables au sein de l'Organisation, Mesdames et Messieurs les participants à cette Conférence,

J'ai le plaisir de prendre part au nom du Liban aux travaux de la Conférence générale de la FAO. Je voudrais féliciter tous ceux qui ont participé à l'organisation de la présente session. Je voudrais ici rendre hommage à la FAO. Je la remercie pour les efforts qu'elle consent au niveau mondial et régional et je la félicite pour les approches qualitatives qu'elle a adoptées pour aborder des questions vitales.

Parmi ces questions vitales, nous citons entre autre, la garantie de l'accès à une nourriture suffisante et saine aux habitants de notre planète, en passant par la préservation des ressources naturelles et leurs utilisations durables.

Tout d'abord, je voudrais féliciter Monsieur le Président pour son élection. Je voudrais également vous transmettre les salutations de notre Ministre de l'agriculture et de notre Gouvernement libanais. Je voudrais, ici, également remercier la FAO pour tous les efforts qu'elle a entrepris pour développer le secteur agricole dans mon pays.

Je voudrais également féliciter l'Organisation pour la recommandation, résultat de la Conférence régionale, d'ouvrir un bureau sous-régional au Liban. Nous coopérerons avec le projet d'ouverture de ce bureau sous régional. Notre gouvernement a déjà entrepris les mesures nécessaires, il y a eu des rencontres entre une équipe de la FAO et une équipe de notre Ministère de l'agriculture lors du mois de mai passé.

La superficie des terres agricoles exploitées au Liban est estimée à environ 230 mille hectares mais le secteur agricole ne représente que 6,4 pour cent du PNB. Toutefois, le secteur agricole est un secteur important puisqu'un quart de la population libanaise en dépend directement ou indirectement.

Le Liban est obligé d'importer 80 pour cent de ses besoins en aliments à cause de sa petite superficie. Mais malgré cela, le Liban jouit d'un bon climat et de la richesse de ressources en eau comparé aux autres pays de la région du Moyen-Orient. Ceci constitue un grand potentiel pour diversifier les cultures et notamment les cultures à valeur ajoutée.

Le Ministère de l'agriculture libanais a établi une stratégie pour promouvoir le secteur agricole. Cette stratégie couvre la période jusqu'en 2015 et concorde parfaitement avec les nouveaux objectifs stratégiques de l'Organisation.

Notre stratégie nationale est axée sur huit axes principaux dont les essentiels sont : la modernisation des législations en matière agricole, le renforcement du contrôle des intrants et des produits agricoles, la vulgarisation, et également la conservation des ressources naturelles. Ce sont les points forts de notre stratégie.

Le Ministère s'intéresse aussi à la commercialisation des produits agricoles libanais à l'intérieur du Liban et dans le monde entier. La journée du vin libanais qui a été organisée en France récemment en est un bon exemple. Grâce à cette journée, nous avons pu commercialiser le vin libanais et avoir accès à une plus grande part du marché européen.

Le Liban entreprend depuis 2011 son rôle de coordination régionale au sein de la Commission du Proche-Orient du Codex Alimentarius de la FAO. Le bureau de la FAO à Beyrouth a également entrepris

d'établir le cadre d'un plan de travail pour la période 2012-2015. Ce plan de travail concorde parfaitement avec notre stratégie officielle nationale et se concentre sur trois domaines prioritaires : à savoir l'innocuité des aliments et le renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire, la promotion de la production et des systèmes alimentaires et enfin la gestion durable des ressources agricoles et halieutiques.

Ces priorités sont reflétées dans plusieurs projets mis en œuvre en coopération avec la FAO et avec le Ministère de l'agriculture libanais. Ils se concentrent sur le renforcement des capacités des cadres techniques, sur l'infrastructure dans les zones frontalières, sur l'agro-industrie, sur l'utilisation efficiente des ressources en eau, sur le rôle des femmes dans les régions rurales et sur la qualité des produits libanais.

Tous ces projets sont mis en œuvre en coopération avec des partenaires locaux et mondiaux. En tête de ces partenaires mondiaux, nous comptons l'Italie. Grâce à cette coopération fructueuse, nous espérons pouvoir améliorer le niveau de vie de nos agriculteurs, par le développement des communautés rurales et frontalières.

Mais malheureusement, l'élan prometteur du secteur agricole se heurte à des défis majeurs, dont les plus grands sont les répercussions de la crise syrienne et le flux de personnes déplacées qui quittent la Syrie vers les pays voisins.

Le Liban a accueilli 257 mille réfugiés syriens enregistrés. A ceux-ci s'ajoutent environ 200 mille réfugiés non encore enregistrés, mais ce chiffre reste en deçà des vrais chiffres. Les autorités libanaises estiment à un million le nombre total de personnes comprenant les déplacés syriens et les expatriés libanais qui retournent au pays. Ce chiffre représente 25 pour cent de la population libanaise.

La crise syrienne a eu un impact lourd à plusieurs niveaux car les déplacés syriens se concentrent dans les zones frontalières, qui, à l'origine déjà, faisaient partie des zones parmi les plus pauvres et dépendant essentiellement de l'agriculture. Avec l'afflux des réfugiés, la pression a augmenté dans les villages sur l'accès aux aliments et aux moyens de subsistance.

Un autre problème est la difficulté d'exporter les produits agricoles libanais qui transitaient auparavant par la Syrie pour arriver aux pays du Golfe, les pays du Golfe étant le marché essentiel pour les produits libanais. Les agriculteurs se voient obligés d'avoir recours au fret maritime et aérien ce qui augmente le coût des produits libanais.

Le troisième problème est le relâchement des contrôles des deux côtés de la frontière. Il y a des échanges de troupeaux sans contrôles et ceci aboutit à la propagation des maladies infectieuses et contagieuses parmi les animaux.

Le quatrième problème est que les bailleurs de fonds, au lieu d'investir dans le secteur agricole, investissent maintenant dans les secours de première nécessité et dans l'accueil des réfugiés, ce qui a freiné l'élan et l'essor de notre secteur agricole.

Il faudrait donc redoubler d'efforts et d'investissements et notamment en faveurs des zones rurales frontalières.

Il faudrait soutenir les communautés agricoles dans ces zones pour que le fait de négliger leur situation et négliger les pressions auxquelles elles sont soumises, ne transforment pas ces communautés en ceinture de pauvreté qui deviennent, elles, des bombes à retardements menant à une explosion sociale.

Merci.